



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

déchets radioactifs

Question orale n° 1157

Texte de la question

M. Pierre Lasbordes attire l'attention de Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur le problème de pollution radioactive résiduelle d'une partie du quartier de la Petite Coudraie à Gif-sur-Yvette (Essonne). Ce problème résulte de l'activité de la première industrie française du radium il y a environ un siècle. Malgré les mesures de décontamination des terrains réalisées dès la fin des années 70, le problème resurgit à la suite de l'intervention d'un propriétaire du quartier qui demande réparation. Une campagne de contrôle de la radioactivité résiduelle a été organisée en mars dernier par l'OPRI en coopération avec l'IPSN, dont les résultats apparemment rassurants seront définitivement connus prochainement. S'il s'avère que certaines sources de radioactivité dépassent encore les normes, trois problèmes resteraient posés, à savoir le paiement des frais de décontamination, l'indemnisation des victimes et enfin le lieu de stockage des déchets faiblement radioactifs. Par conséquent, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour régler ces problèmes.

Texte de la réponse

M. le président. M. Pierre Lasbordes a présenté une question, n° 1157, ainsi rédigée:

«M. Pierre Lasbordes attire l'attention de Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur le problème de pollution radioactive résiduelle d'une partie du quartier de la Petite Coudraie à Gif-sur-Yvette (Essonne). Ce problème résulte de l'activité de la première industrie française du radium il y a environ un siècle. Malgré les mesures de décontamination des terrains réalisées dès la fin des années 70, le problème resurgit à la suite de l'intervention d'un propriétaire du quartier qui demande réparation. Une campagne de contrôle de la radioactivité résiduelle a été organisée en mars dernier par l'OPRI en coopération avec l'IPSN, dont les résultats apparemment rassurants seront définitivement connus prochainement. S'il s'avère que certaines sources de radioactivité dépassent encore les normes, trois problèmes resteraient posés, à savoir le paiement des frais de décontamination, l'indemnisation des victimes et enfin le lieu de stockage des déchets faiblement radioactifs. Par conséquent, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour régler ces problèmes.»

La parole est à M. Pierre Lasbordes, pour exposer sa question.

M. Pierre Lasbordes. Madame la ministre de l'environnement, je souhaite vous interpellier sur le problème de pollution radioactive résiduelle existant dans une partie de la Petite Coudraie à Gif-sur-Yvette, dans l'Essonne, commune dont je suis l' élu.

Comme vous le savez, cette pollution existe depuis de nombreuses années, puisqu'elle résulte de l'activité de la première industrie française du radium, créée par la Société nouvelle du radium pour exploiter les découvertes de Pierre et Marie Curie.

La décontamination des terrains a été réalisée dès la fin des années 70. En dépit des mesures prises à l'époque, ce problème de pollution resurgit à la suite d'une intervention d'un propriétaire du quartier qui cherche réparation.

Parallèlement à cette action judiciaire, il est apparu urgent de répondre aux craintes des habitants de ce quartier, craintes légitimes qui concernent tant leur état de santé que la valeur de leur patrimoine.

C'est dans cet esprit qu'une campagne de contrôle de la radioactivité résiduelle a été organisée en mars dernier

par l'OPRI, en coopération avec l'IPSN. Les résultats, apparemment rassurants, devraient être connus prochainement.

S'il se révèle que certaines sources de radioactivité dépassent encore les normes, trois problèmes au moins resteraient posés, à savoir le paiement des frais de décontamination, l'indemnisation des victimes et le lieu de stockage des déchets faiblement radioactifs. Quelles mesures envisagez-vous prendre pour régler ces problèmes et répondre ainsi aux soucis des habitants de ce quartier ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Monsieur le député, je me permettrai, avant de répondre à votre question, d'émettre une opinion plus générale concernant les difficultés réelles qu'éprouvent les sociétés humaines à garder la mémoire d'activités qui ne sont pas si anciennes. Il est permis de se poser des questions quand on voit le nombre de sites qui ont fait l'objet d'activités industrielles jusqu'à une période finalement récente, dont nous avons perdu toute mémoire et dont nous retrouvons les traces à l'occasion de la mise en place de nouvelles activités dans des conditions qui laissent à penser que nous devrions nous méfier de notre capacité à stocker, par exemple dans les couches géologiques profondes, des déchets radioactifs d'une façon qui ne serait pas totalement réversible. Cela rejoint la question qu'a posée M. Paillé.

Comme vous l'avez souligné, le lotissement des Coudraies, à Gif-sur-Yvette, a été construit à l'endroit où a été exercée une activité d'extraction du radium jusque dans les années 50.

Récemment, différentes investigations ont été engagées, sous l'autorité du préfet de l'Essonne, afin de compléter la connaissance de la situation de ce lotissement, et notamment de caractériser la présence de radon dans les maisons et de radium dans la terre des jardins.

La question du radon dans les pièces d'habitation était la plus préoccupante: les concentrations de radon mesurées dans les pièces d'habitation d'au moins une des maisons nécessitaient une action rapide. En effet, des niveaux de l'ordre de 10 000 becquerels de radon par mètre cube d'air ont pu être mesurés. Je vous rappelle que selon la recommandation européenne en vigueur, il convient de chercher à abaisser les concentrations de ce gaz à 400 becquerels par mètre cube d'air en moyenne annuelle.

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques et le directeur général de la santé ont donc demandé au préfet de l'Essonne d'inviter les propriétaires de cette maison à réaliser, sans délai, les actions propres à abaisser ces concentrations, comme, par exemple, la ventilation artificielle de la cave - c'est la technique classique utilisée dans la plupart des pays concernés par les problèmes de radon.

Je vous rappelle que nombre de régions sont concernées par ce problème, indépendamment du fait de l'existence d'activités radioactives antérieures. C'est le cas, par exemple, des régions dont le sol est granitique et pour lesquelles des techniques de construction particulières doivent donc être utilisées.

Etant donné les circonstances de cette affaire et dans le but d'accélérer le traitement du problème mis en évidence, il a été décidé, à titre exceptionnel, que le financement de ces actions pourrait être assuré par l'Etat en substitution aux propriétaires.

Ainsi, une première mise en oeuvre de ces actions provisoires a d'ores et déjà permis d'abaisser très significativement les concentrations de radon dans l'habitation en question.

Et il est bien entendu qu'une démarche identique serait entreprise si des niveaux comparables de radon devaient être mis en évidence dans d'autres habitations du lotissement.

Par ailleurs, les investigations concernant la présence de radium dans les terres se poursuivent sous la coordination de la DDASS, avec l'appui de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire.

L'objectif recherché est d'apporter, dans les plus brefs délais, et en premier lieu aux familles concernées et aux élus, tous les éléments d'appréciation nécessaires quant aux expositions en cause et aux éventuelles actions à envisager, comme l'enlèvement ou le recouvrement des terres superficielles dans les jardins, ou encore l'interdiction d'excavations.

J'ai demandé à cet effet au préfet de l'Essonne de s'appuyer pour cela sur les différents experts qu'il a déjà mobilisés.

Par ailleurs, en ce qui concerne le souci des habitants quant à leur état de santé, il a été décidé de proposer à ceux qui le souhaitent de procéder à des examens anthropogammamétriques, afin de vérifier l'existence ou non de contamination interne.

Enfin, ainsi que l'a souligné le rapport de Michèle Rivasi pour l'Office parlementaire d'évaluation des choix

scientifiques et technologiques, la filière d'élimination des déchets contenant du radium n'est pas encore établie. Il nous faut évidemment travailler à sa mise en place.

M. le président. La parole est à M. Pierre Lasbordes.

M. Pierre Lasbordes. Je vous remercie, madame la ministre, de ces informations. J'espère que les mesures prises seront efficaces et donneront des résultats.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lasbordes](#)

Circonscription : Essonne (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 1157

Rubrique : Déchets, pollution et nuisances

Ministère interrogé : aménagement du territoire et environnement

Ministère attributaire : aménagement du territoire et environnement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 juin 2000, page 3334

Réponse publiée le : 7 juin 2000, page 4852

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 juin 2000